
Règlement RME 2020

Conditions Générales

Conditions d'Enregistrement

Code de Déontologie

Règlement de la Formation Continue et Qualifiante

Règlement des Taxes

Règlement de Recours

Conditions Générales du RME

1. Champ d'application	1
2. Règlement RME	1
3. Prestations du RME	1
3.1 Généralités	1
3.2 Enregistrement	1
3.3 Liste des Méthodes	2
3.4 Conditions d'Enregistrement	2
3.5 Demandes d'enregistrement	2
3.6 Intégralité et contenu des demandes	2
3.7 Documents établis en langue étrangère	2
3.8 Enregistrement provisoire	2
3.9 Refus et non-renouvellement de l'enregistrement	2
3.10 Retrait de l'enregistrement	3
3.11 Réactivation de l'enregistrement	3
3.12 Possibilité de recours	3
3.13 Formation continue et qualifiante	3
3.14 Site Internet et Newsletter du RME	3
4. Taxes et frais	3
5. Obligations du thérapeute	4
5.1 Confirmation de la véracité des documents	4
5.2 Interdiction de représentation	4
5.3 Modifications des coordonnées personnelles	4
5.4 Code de déontologie	4
5.5 Publicité mentionnant l'enregistrement RME	4
6. Précisions au sujet des assureurs	5
7. Protection des données	5
8. Responsabilité	5
9. Durée de la relation contractuelle	5
10. Modifications	5
11. Droit applicable et for juridique	6
12. Entrée en vigueur	6

1. Champ d'application

Les présentes Conditions Générales (CG) règlent la relation contractuelle entre le thérapeute¹ et l'Eskamed S.A., Bâle, dans le cadre de l'enregistrement du thérapeute au Registre de Médecine Empirique (RME). Le RME est un Service de l'Eskamed S.A.

2. Règlement RME

- a. Les versions actuelles des Conditions d'Enregistrement (CE), de la Liste des Méthodes (LM), du Règlement de la Formation Continue et Qualifiante (RFCQ), du Règlement des Taxes (RT), du Règlement de Recours (RR), du Code de Déontologie (CD) et des Directives complémentaires applicables à certaines méthodes font partie intégrante de ces CG. Le RME peut publier des notes explicatives concernant ces documents (p. ex. fiches, glossaire, etc.) qui, dans leur version actuelle, font également partie intégrante de ces CG. L'ensemble de tous ces documents est désigné comme Règlement RME.
- b. Le Règlement RME peut être consulté et téléchargé sur le site Internet du RME (www.rme.ch).
- c. En cas d'incertitude dans les versions traduites du Règlement RME et pour toute question juridique, la version allemande fait foi.
- d. Par sa signature sur sa demande d'enregistrement et sur la demande de renouvellement, lors du contrôle de la formation continue et qualifiante, le thérapeute confirme avoir lu, compris et accepté le Règlement RME alors actuel.

3. Prestations du RME

3.1 Généralités

- a. Le RME attribue un label de qualité aux thérapeutes de la médecine empirique. Un thérapeute peut demander le label de qualité RME pour une ou plusieurs méthodes de la médecine empirique ou pour des qualifications professionnelles reconnues par l'État. Pour simplifier, seuls les termes « méthodes » et « qualifications professionnelles » seront utilisés ici par la suite.
- b. L'enregistrement au RME est une condition préalable pour l'attribution du label de qualité RME.
- c. Lorsque le thérapeute est enregistré au RME, son nom et les méthodes ou les qualifications professionnelles qu'il a enregistrées sont repris sur la Liste des thérapeutes RME. Le RME transmet régulièrement la Liste des thérapeutes RME aux assureurs, aux autorités et aux institutions qui ont conclu un accord à cet effet avec le RME.
- d. Un numéro unique, le numéro RCC, est attribué par voie administrative à chaque thérapeute avec son enregistrement RME. Le numéro RCC sert à la facturation et à la communication avec les assureurs. Le numéro RCC est mis à la disposition du théra-

peute par l'organisation compétente, selon les conditions de cette dernière. Le thérapeute est seul responsable du respect de ces conditions. Le RME n'est en aucune façon responsable pour l'existence, la continuité ou l'utilisation du numéro RCC.

- e. L'enregistrement au RME ne remplace aucune des autorisations officielles éventuellement nécessaires au droit d'exercer une activité thérapeutique ou de délivrer des remèdes.

3.2 Enregistrement

- a. Les thérapeutes qui remplissent toutes les conditions du Règlement RME sont enregistrés au RME pour les méthodes ou qualifications professionnelles demandées. Il revient au thérapeute de prouver qu'il remplit toutes les conditions du Règlement RME. Le RME n'est pas obligé d'entreprendre ses propres clarifications.
- b. Le RME vérifie, sur la base de la demande d'enregistrement déposée par le thérapeute, si le thérapeute remplit toutes les conditions du Règlement RME et peut être enregistré ou s'il doit être refusé.
- c. Le RME se réserve le droit, le cas échéant, d'effectuer une inspection du cabinet thérapeutique.
- d. Si le thérapeute est enregistré, il reçoit une confirmation d'enregistrement écrite et le label de qualité RME pour les méthodes ou les qualifications professionnelles enregistrées.
- e. La confirmation d'enregistrement contient les informations suivantes :
 - méthodes ou qualifications professionnelles pour lesquelles le thérapeute est enregistré
 - début de l'enregistrement
 - numéro RME
 - numéro RCC
- f. L'enregistrement RME est valable pendant un an à partir de la date mentionnée dans la confirmation d'enregistrement. Cette durée est désignée comme période d'enregistrement. Le thérapeute ne peut utiliser l'enregistrement RME que pendant la période d'enregistrement.
- g. L'enregistrement RME peut être renouvelé pour un an, après l'écoulement de chaque période d'enregistrement, à condition que le thérapeute fournisse la justification de formation continue et qualifiante, dans le délai imparti, et continue de remplir toutes les conditions du Règlement RME.
- h. Les thérapeutes déjà enregistrés au RME peuvent, à tout moment, se faire enregistrer pour d'autres méthodes ou qualifications professionnelles, à condition de remplir toutes les conditions de la version actuelle du Règlement RME. La période d'enregistrement initiale du thérapeute ne sera pas modifiée par

¹ Si les désignations de personnes sont uniquement utilisées au masculin dans le texte suivant, le genre opposé est respectivement inclus.

l'enregistrement d'autres méthodes ou qualifications professionnelles, de manière à ce que le contrôle de la formation continue et qualifiante pour toutes les méthodes et qualifications professionnelles arrive toujours à échéance au même moment.

- i. Le RME a le droit, dans le cadre de la procédure d'enregistrement, de collaborer avec les autorités, les associations, les prestataires de formation ou d'autres tiers compétents et de déléguer les tâches correspondantes. Dans ces cas, le RME doit veiller à ce que la qualité des prestations déléguées corresponde aux exigences du RME.

3.3 Liste des Méthodes

- a. La Liste des Méthodes RME est déterminante pour un enregistrement au RME. Il y figure toutes les méthodes et qualifications professionnelles pour lesquelles un thérapeute peut se faire enregistrer.
- b. Le RME est libre de décider pour quelles méthodes ou quelles qualifications professionnelles des enregistrements peuvent être effectués. Le RME est également libre de modifier la Liste des Méthodes RME et d'ajouter, de supprimer ou de renommer des méthodes ou des qualifications professionnelles.
- c. L'enregistrement pour des méthodes ou des qualifications professionnelles est également conditionné par les conditions (B) et les annonces (A) qui figurent dans les légendes de la Liste des Méthodes RME, ainsi que par les annexes de la Liste des Méthodes RME.

3.4 Conditions d'Enregistrement

Dans les Conditions d'Enregistrement du RME sont fixés les critères qu'un thérapeute doit remplir pour pouvoir se faire enregistrer au RME pour des méthodes ou des qualifications professionnelles.

3.5 Demandes d'enregistrement

- a. Les thérapeutes qui aimeraient se faire enregistrer au RME doivent remettre une demande d'enregistrement.
- b. Pour sa demande d'enregistrement, le thérapeute doit toujours utiliser la version alors actuelle des formulaires d'enregistrement disponibles sur le site Internet RME.
- c. L'évaluation de la demande d'enregistrement se base toujours sur le Règlement RME en vigueur au moment où la demande est soumise (v. l'alinéa 10).
- d. Dans le cadre du traitement de la demande d'enregistrement, le RME attribue un numéro RME au thérapeute. Ce numéro sert exclusivement à l'administration interne des données et à la communication avec le RME.

3.6 Intégralité et contenu des demandes

- a. Le RME vérifie si la demande d'enregistrement ou la demande de renouvellement de l'enregistrement remise par le thérapeute

est complète et formellement correcte et si elle remplit toutes les conditions du Règlement RME alors actuel. À ce sujet, les consignes suivantes sont applicables :

- b. Le thérapeute doit remplir intégralement tous les champs du formulaire d'enregistrement et le signer personnellement (v. aussi l'alinéa 5.2 a.).
- c. L'original du formulaire d'enregistrement doit être envoyé au RME par la poste (v. aussi l'alinéa 5.2).
- d. Les demandes incomplètes et/ou formellement incorrectes sont considérées comme non valides et sont renvoyées au thérapeute.
- e. Avec le formulaire d'enregistrement, le thérapeute remet au RME des copies, et non pas les originaux, de tous les justificatifs nécessaires. Les documents envoyés au RME ne sont pas retournés.
- f. Les demandes d'enregistrement et les demandes de renouvellement d'enregistrement RME, à l'occasion du contrôle de la formation continue et qualifiante, sont examinées et vérifiées exclusivement sur la base des documents remis par le thérapeute. Si nécessaire, le RME peut envoyer au thérapeute une demande de complétude ou procéder à d'autres clarifications.

3.7 Documents établis en langue étrangère

- a. Une copie authentifiée par acte notarial des diplômes et des confirmations de formation correspondantes en langue étrangère (excepté l'allemand, l'italien et l'anglais) doit être remise au RME. De plus, le diplôme, la confirmation de formation et tous les documents y afférents doivent être remis au RME traduits en allemand ou en français. La traduction doit être faite par un organisme de traduction en Suisse.

- b. Les documents provenant d'institutions étrangères qui n'auront pu être interprétés par le RME, en dépit de la traduction, ne seront pas pris en compte.

3.8 Enregistrement provisoire

- a. Dans des circonstances exceptionnelles, le RME peut enregistrer un thérapeute provisoirement.
- b. Il ne peut y avoir de prétention à un enregistrement provisoire.

3.9 Refus et non-renouvellement de l'enregistrement

- a. Le RME refuse l'enregistrement ou le non-renouvellement d'un enregistrement lorsque le thérapeute ne remplit pas ou ne remplit que partiellement les conditions du Règlement RME en vigueur ou lorsqu'il existe des raisons importantes qui justifieraient un retrait de l'enregistrement (voir alinéa 3.10.a.). Au cas où l'enregistrement est refusé ou non renouvelé, pour des raisons importantes (voir l'alinéa 3.10.a.), l'alinéa 3.10.e. est applicable de manière analogue.

- b. Le refus ou le non renouvellement de l'enregistrement est communiqué au thérapeute par écrit, par lettre recommandée. La lettre contient une brève explication de la raison qui a motivé la décision.
- c. Si un enregistrement n'est pas renouvelé, il prend fin à la date mentionnée dans la communication écrite.
- d. Après l'écoulement du délai de 12 mois, une réactivation de l'enregistrement n'est plus possible. Si le thérapeute souhaite, à ce moment-là, se faire enregistrer de nouveau, il doit présenter une nouvelle demande d'enregistrement (voir l'alinéa 3.5).
- e. Une réactivation est exclue lorsque l'enregistrement a fait l'objet d'un retrait.

3.10 Retrait de l'enregistrement

- a. Pour des raisons importantes (p.ex. fausses données, comportement répréhensible, plaintes des patients, des assureurs ou des autorités, mise en danger des patients, violation du code de déontologie, irrégularités lors de la facturation de prestations thérapeutiques, etc.), le RME peut à tout moment retirer l'enregistrement à un thérapeute. Dans certains cas graves, le RME peut lever l'effet suspensif d'un recours déposé contre cette décision.
- b. Le RME peut également retirer ultérieurement l'enregistrement à un thérapeute, lorsque de toute évidence une erreur d'appréciation a eu lieu lors de l'évaluation des documents par le RME.
- c. Le thérapeute est informé du retrait de l'enregistrement et des raisons qui ont motivé le retrait, par écrit et par lettre recommandée.
- d. En cas de retrait de l'enregistrement, celui-ci expire à la date mentionnée dans la communication écrite.
- e. En cas de retrait, le thérapeute pourra présenter une nouvelle demande d'enregistrement au plus tôt un an après le retrait. Dans certains cas graves, le RME pourra décider une prolongation de ce délai allant jusqu'à cinq ans au maximum.

3.11 Réactivation de l'enregistrement

- a. Si un thérapeute ne renouvelle pas son enregistrement ou si le renouvellement de son enregistrement a été refusé par le RME, il peut faire réactiver l'enregistrement pour les mêmes méthodes ou qualifications professionnelles, dans un délai maximum de douze mois à partir de la date finale de l'enregistrement. La date finale de l'enregistrement est la date mentionnée dans la communication écrite envoyée par le RME.
- b. Pour réactiver son enregistrement, le thérapeute doit adresser une demande écrite au RME. Le RME envoie alors au thérapeute les principaux documents pour la justification de sa formation continue et qualifiante et la facture des taxes correspondantes, conformément au Règlement des Taxes.
- c. L'enregistrement du thérapeute est réactivé, dès lors qu'il a effectué toutes les heures de formation continue et qualifiante requises, qu'il remplit toutes les conditions du Règlement RME en vigueur au moment de la réactivation et qu'il s'est acquitté de toutes les taxes dues.

3.12 Possibilité de recours

- a. Le thérapeute a la possibilité d'utiliser une procédure de recours facultative et payante, contre la décision du RME concernant le refus de son enregistrement ou le renouvellement de son enregistrement.
- b. Si un thérapeute souhaite faire usage de cette possibilité de recours, il doit déposer par écrit une demande de recours contre la décision de refus du RME, dans les 30 jours suivant la réception de ladite décision. L'instance de recours est représentée par la Task-Force du RME. Le Règlement de Recours est applicable pour la procédure auprès de l'instance de recours.

3.13 Formation continue et qualifiante

- a. Le RME effectue, une fois par an, un contrôle de la formation continue et qualifiante auprès des thérapeutes enregistrés.
- b. Pour que l'enregistrement d'un thérapeute puisse être renouvelé après l'écoulement de la période d'enregistrement d'un an, le thérapeute doit présenter ses justificatifs de formation continue et qualifiante dans le délai imparti et continuer de remplir toutes les conditions du Règlement RME.
- c. Le RME demande activement les documents nécessaires au contrôle de la formation continue et qualifiante, en envoyant à temps le formulaire de demande requis au thérapeute.
- d. Les dispositions concernant la formation continue et qualifiante sont fixées dans le Règlement de la Formation Continue et Qualifiante.

3.14 Site Internet et Newsletter du RME

- a. L'organe d'information officiel du RME est le site Internet du RME (www.rme.ch).
- b. Les informations et les communications importantes en rapport avec le RME sont envoyées au thérapeute par e-mail via la Newsletter RME.
- c. Le RME n'est pas obligé d'envoyer, par la poste, les informations contenues dans la Newsletter aux thérapeutes qui n'ont pas fourni d'adresse e-mail ou qui se sont désabonnés de la Newsletter.

4. Taxes et frais

- a. Les taxes pour le traitement de la demande d'enregistrement et du contrôle de la formation continue et qualifiante sont fixées dans le Règlement des Taxes du RME.

- b. Lorsque le thérapeute souhaite se faire enregistrer au RME ou faire renouveler son enregistrement RME, il doit s'acquitter des taxes dues, conformément au Règlement des Taxes du RME. Les demandes remises sont traitées seulement lorsque les taxes ont été versées.
- c. Le RME refuse l'enregistrement RME ou son renouvellement dès lors que le thérapeute ne s'est pas acquitté, dans le délai imparti, de toutes les taxes facturées.
- d. Les taxes versées ne sont pas remboursées par le RME, même lorsque l'enregistrement est refusé ou n'est pas renouvelé ou lorsqu'il a fait l'objet d'un retrait ultérieur.
- e. Les frais inhérents à la remise de la demande d'enregistrement ou à des documents nécessaires au contrôle de la formation continue et qualifiante comme par exemple l'obtention de certificats, de l'extrait du casier judiciaire, des traductions, etc. sont à la charge du thérapeute.

5. Obligations du thérapeute

5.1 Confirmation de la véracité des documents

- a. Avec sa signature sur la demande d'enregistrement ou sur la demande de renouvellement, à l'occasion du contrôle de la formation continue et qualifiante, le thérapeute confirme explicitement que
 - toutes ses données sont complètes et correctes et conformes à la réalité ;
 - toutes les copies de diplômes, certificats, justifications de formation, justificatifs, etc. correspondent aux originaux et que ces originaux proviennent d'institutions existant réellement ;
 - il a réellement suivi toutes les formations et tous les cours qu'il a déclarés, et que les diplômes, certificats, justifications de formation, justificatifs etc., n'ont pas été obtenus par acquisition, par falsification ou une quelconque manipulation.
- b. Toutes fausses données ou tous documents falsifiés remis par le thérapeute entraînent le refus de la demande d'enregistrement, resp. le retrait immédiat de l'enregistrement RME et la suppression de la Liste des thérapeutes RME. En outre, le thérapeute sera redevable au RME d'une amende conventionnelle de CHF 5'000.-, en dédommagement du préjudice subi. Le RME se réserve le droit de faire valoir ses droits en cas de dommages dépassant le montant de l'amende conventionnelle et d'engager des poursuites judiciaires et/ou d'autres démarches extraordinaires (en particulier, en informant les autorités de la santé publique et/ou judiciaires, ainsi que les associations et/ou les assureurs).
- c. Le thérapeute autorise le RME à vérifier l'ensemble des données et des documents fournis et, dans ce but, à contacter les institutions concernées (prestataires de formation, associations, autorités, etc.) en Suisse et à l'étranger, afin d'obtenir de plus amples

informations sur les documents remis, les offres de formation et le thérapeute. Le thérapeute est tenu d'aider activement le RME dans ses démarches de clarification concernant les documents remis et de mettre à la disposition du RME toutes les informations utiles.

5.2 Interdiction de représentation

- a. Le thérapeute signe sa demande d'enregistrement personnellement. Une représentation du thérapeute par un tiers est uniquement possible par procuration écrite. Cette règle vaut pour l'ensemble de la communication avec le RME.
- b. L'enregistrement au RME est personnel. Il ne peut être ni transmis, ni délégué. Le thérapeute peut utiliser l'enregistrement RME exclusivement pour les prestations thérapeutiques qu'il a effectuées personnellement dans les méthodes ou qualifications professionnelles enregistrées.

5.3 Modifications des coordonnées personnelles

Avec son enregistrement RME, le thérapeute se soumet à l'obligation d'informer le RME des modifications de ses coordonnées (nom, adresse de correspondance, adresse du cabinet, numéro de téléphone, adresse e-mail) dans un délai de 30 jours par courrier postal ou d'effectuer celles-ci lui-même dans son compte utilisateur sur myRME. Le thérapeute est responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité de ses coordonnées dans myRME. Si le thérapeute n'observe pas ce devoir et que, de ce fait, le RME ne puisse plus le contacter par écrit à sa dernière adresse de correspondance connue, le RME a le droit de retirer l'enregistrement RME au thérapeute et de supprimer son nom de la Liste des thérapeutes RME.

5.4 Code de Déontologie

Le thérapeute avec un enregistrement RME s'engage à respecter le Code de Déontologie du RME.

5.5 Publicité mentionnant l'enregistrement RME

- a. Aussi longtemps que le thérapeute est enregistré au RME, il a le droit de faire de la publicité avec l'enregistrement RME et avec le label de qualité RME. Le thérapeute doit cependant veiller à ce que ses déclarations publicitaires concernant l'enregistrement RME soient correctes et qu'elles ne se réfèrent qu'aux méthodes ou qualifications professionnelles pour lesquelles il dispose d'un enregistrement RME en vigueur. Le RME peut édicter des dispositions concernant l'utilisation des désignations « RME » ou « enregistrement RME » dans la publicité. Ces dispositions doivent être respectées par le thérapeute.
- b. À dater de la fin, du non-renouvellement, du retrait ou de la résiliation de l'enregistrement RME, le thérapeute n'a plus le droit d'utiliser les désignations « RME » ou « enregistrement RME » ou « label de qualité RME » sous quelque forme que ce soit. De plus, le thérapeute a l'obligation de retirer, dans un délai de 30 jours, toute référence au RME (par exemple dans les locaux du cabinet thérapeutique, sur son site Internet, sur son papier à lettres, etc.).

6. Précisions au sujet des assureurs

- a. Les assureurs, les autorités et les autres institutions ayant conclu un accord à cet effet avec le RME reçoivent, à des intervalles réguliers, la Liste des thérapeutes RME.
- b. L'enregistrement au RME et l'admission sur la Liste des thérapeutes RME ne donnent au thérapeute, voire à son patient, aucun droit au remboursement de prestations thérapeutiques par l'assureur. Chaque assureur décide individuellement et indépendamment du RME,
 - s'il rembourse les méthodes ou les qualifications professionnelles figurant sur la Liste des Méthodes RME,
 - quelles prestations thérapeutiques ou quels remèdes il rembourse,
 - dans quelle mesure il rembourse les prestations thérapeutiques ou les remèdes,
 - si le remboursement dépend de l'enregistrement RME ou d'autres conditions.
- c. Il est recommandé au thérapeute de s'informer auprès des assureurs, particulièrement au début de chaque année, sur leurs conditions de remboursement. Toutes les questions relatives au remboursement des prestations thérapeutiques ou des remèdes doivent être adressées directement à l'assureur concerné, et non au RME.
- d. Le thérapeute doit attirer l'attention de ses patients sur les possibles limitations ou refus de remboursement, mentionnés à l'alinéa 6. a. et b. de ces CG, afin que le patient puisse s'informer au préalable auprès de son assureur sur ses conditions de remboursement actuelles et qu'il puisse obtenir une garantie de prise en charge des coûts.

7. Protection des données

- a. Le RME recueille et traite les données personnelles (données) du thérapeute qu'il transmet au RME dans le cadre de son enregistrement ou de toute autre communication avec le RME (p. ex. nom, adresse, coordonnées, qualifications professionnelles, extrait du casier judiciaire). Le RME protège adéquatement les données du thérapeute contre tout accès non autorisé. Le RME a le droit de publier les données du thérapeute pertinentes pour le public (en particulier le nom, l'adresse, les coordonnées, le cabinet, les méthodes / qualifications professionnelles enregistrées, le début et la fin de l'enregistrement respectif et autres).
- b. Le RME transmet aux assureurs, aux autorités et aux autres institutions ainsi qu'à leurs partenaires contractuels qui utilisent l'enregistrement RME et ont conclu un accord à cet effet avec le RME, les données pertinentes du thérapeute pour ceux-ci (en particulier le nom, l'adresse, les coordonnées, le cabinet, les méthodes / qualifications professionnelles enregistrées, le début, la fin ou le retrait de l'enregistrement respectif et autres). Cette

transmission contient également les données correspondantes des thérapeutes qui ne disposent plus d'un enregistrement (par exemple, à la suite d'un refus, d'un non-renouvellement ou d'un retrait). Le thérapeute prend note du fait que les destinataires mentionnés peuvent publier les données du thérapeute dans leurs répertoires, publications, etc.

- c. Le RME a le droit d'informer les assureurs, les autorités, les organisations de patients, les associations, ainsi que d'autres institutions appropriées, lorsque le RME prend connaissance de faits significatifs que le thérapeute pourrait mettre en danger l'intégrité physique ou psychique de ses patients.
- d. Le RME ne divulguera pas les données du thérapeute à d'autres tiers sans intérêt légitime ou consentement préalable. Les informations légales et les obligations de restitution restent réservées.

8. Responsabilité

Dans le cadre des dispositions légales admissibles, le RME est dégagé de toute responsabilité, qu'elle soit contractuelle ou extracontractuelle. Le RME n'est responsable en particulier d'aucun dommage éventuel, direct ou indirect, résultant du refus, du retrait ou du non-renouvellement d'un enregistrement.

9. Durée de la relation contractuelle

- a. La relation contractuelle entre le thérapeute et le RME se termine, sans préavis, à la date du refus de la demande d'enregistrement ou à la date mentionnée sur la communication de non-renouvellement ou de retrait.
- b. Le RME et le thérapeute peuvent résilier le contrat, indépendamment de la période d'enregistrement, avec un préavis de 6 mois, à la fin d'un mois. Également dans le cas d'une résiliation, les taxes déjà versées ne sont pas remboursées par le RME.

10. Modifications

- a. Le RME a le droit de modifier le Règlement RME (y compris les présentes CG). Le Règlement RME alors actuel se trouve sur le site Internet du RME. Il revient au thérapeute de rester informé du Règlement RME alors actuel.
- b. Les modifications du Règlement RME sont valables à partir de la date d'entrée en vigueur, pour tous les thérapeutes qui se font enregistrer au RME pour la première fois ou font enregistrer d'autres méthodes ou qualifications professionnelles.
- c. Pour les thérapeutes déjà enregistrés au moment d'une modification, les modifications du RME n'entrent en vigueur que pour la période d'enregistrement suivante, à savoir à partir de la date d'échéance du contrôle de la formation continue et qualifiante.

11. Droit applicable et for juridique

Ces Conditions Générales et le Règlement RME sont soumis au droit suisse.

Le for juridique exclusif pour tout litige entre le thérapeute et le RME ou l'Eskamed S.A., est Bâle-Ville.

12. Entrée en vigueur

Ces Conditions Générales entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Novembre 2019

Conditions d'Enregistrement du RME

1. Explications préliminaires	1
2. Conditions générales	1
3. Formation pour les qualifications professionnelles reconnues par l'État	1
4. Formation pour les méthodes de la médecine empirique	1
4.1 Justification de la formation	1
4.2 Étendue et contenu de la formation	2
4.3 Directives complémentaires	2
4.4 Formes d'enseignement et examen	2
4.5 Expérience avec les patients et stage	3
4.6 Formations accomplies à l'étranger	3
4.7 Critères éliminatoires pour les formations	3
4.8 Clarifications approfondies des documents	3
5. Code de Déontologie	3
6. Assurance de responsabilité civile professionnelle	3
7. Extrait du casier judiciaire	3
8. Formation continue et qualifiante	4
9. Entrée en vigueur	4

Les présentes Conditions d'Enregistrement (CE) font partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique (RME).

Les Conditions d'Enregistrement fixent les critères à remplir pour tous les thérapeutes¹ désirant se faire enregistrer au RME pour des méthodes de la médecine empirique ou des qualifications professionnelles reconnues par l'État, conformément à la Liste des Méthodes RME. Pour simplifier, seules les désignations «méthodes» ou «qualifications professionnelles» seront utilisées par la suite.

1. Explications préliminaires

- a. Les thérapeutes désirant se faire enregistrer doivent remettre une demande d'enregistrement au RME.
- b. Pour l'enregistrement d'une méthode (voir la Liste des Méthodes RME, section A), le formulaire d'enregistrement A doit être utilisé.
- c. Pour l'enregistrement d'une qualification professionnelle (voir la Liste des Méthodes RME, section B), le formulaire d'enregistrement B doit être utilisé.
- d. Il appartient au thérapeute de fournir au RME la preuve qu'il remplit toutes les conditions du Règlement RME. Le RME n'est pas tenu d'entreprendre des clarifications dans ce sens.

2. Conditions générales

- a. Toutes les méthodes et qualifications professionnelles pour lesquelles un thérapeute peut se faire enregistrer au RME sont indiquées dans la Liste des Méthodes RME actuelle et définitive. La désignation explicite et exacte des méthodes ou des qualifications professionnelles est déterminante ; un enregistrement pour des désignations «semblables» n'est pas possible. Dans les légendes de la Liste des Méthodes RME, d'autres conditions ou restrictions sont fixées pour certaines méthodes.
- b. Les thérapeutes déjà enregistrés au RME peuvent se faire enregistrer, à tout moment, pour d'autres méthodes ou qualifications professionnelles supplémentaires, à condition qu'ils remplissent le Règlement RME alors actuel (voir aussi l'alinéa 3.2. h. CG).
- c. L'enregistrement au RME n'est possible que dans la mesure où les méthodes ou qualifications professionnelles sont pratiquées dans le cadre d'une activité thérapeutique.
- d. Le RME n'enregistre que des thérapeutes disposant d'une formation clôturée pour les méthodes (v. l'alinéa 4.2 b. CE) ou les qualifications professionnelles pour lesquelles l'enregistrement est demandé. Un thérapeute ne peut donc remettre une demande d'enregistrement qu'à condition d'avoir achevé sa formation par la réussite de l'examen de fin d'études et de pouvoir l'attester au moyen des documents correspondants. En outre, le thérapeute doit disposer de l'expérience exigée avec les patients (v. l'alinéa 4.5 CE).

3. Formation pour les qualifications professionnelles reconnues par l'État

- a. Le thérapeute doit remettre au RME une copie du diplôme/certificat (incl. suppléments au diplôme) comme justificatif des qualifications professionnelles figurant dans la Liste des Méthodes RME. Le diplôme doit être établi par l'institution concernée ou les autorités compétentes pour la qualification professionnelle en question.
- b. Sur la base des documents remis, l'orientation spécialisée ou l'orientation méthodique de la qualification professionnelle doit être clairement vérifiable par le RME.
- c. Pour les thérapeutes avec des qualifications professionnelles reconnues par l'État selon la Liste des Méthodes RME, sont applicables toutes les conditions de ces Conditions d'Enregistrement, à l'exception de l'alinéa 4.

4. Formation pour les méthodes de la médecine empirique

4.1 Justification de la formation

Les thérapeutes désirant s'enregistrer au RME pour une méthode de la Liste des Méthodes RME doivent toujours prouver le contenu, l'étendue et la clôture de leur formation au moyen des données et documents décrits ci-après.

- a. Diplôme ou certificat portant les données suivantes :
 - désignation de la formation
 - nom et prénom du thérapeute
 - date d'émission du diplôme ou certificat
 - nom et adresse du prestataire de formation
 - nom, fonction et signature de la direction de l'institution
- b. Confirmation de formation portant les données suivantes :
 - désignation de la formation
 - nom et prénom du thérapeute
 - durée de la formation (mm.aaaa/mm.aaaa)
 - date de l'examen
 - date d'émission de la confirmation de formation
 - liste des matières et des contenus d'enseignement respectifs, indiquant les heures d'enseignement
 - nom et adresse du prestataire de formation
 - nom, fonction et signature de la direction de l'institution
- c. Les documents essentiels à la justification de la formation, ainsi que toutes les données y figurant, doivent être complets et corrects. Les documents établis par le thérapeute lui-même ne sont pas acceptés.
- d. Les déclarations et les documents du prestataire de formation doivent être complets et cohérents et consistants en soi ainsi

¹ Si les désignations de personnes sont uniquement utilisées au masculin dans le texte suivant, le genre opposé est respectivement inclus.

qu'entre eux afin qu'une formation puisse être largement vérifiable par le RME.

4.2 Étendue et contenu de la formation

- a. La Liste des Méthodes RME fixe quelle est l'étendue requise – comme condition minimale – pour la formation dans une méthode enregistrable. L'étendue est mentionnée en nombre d'heures d'enseignement à 60 minutes. Une heure d'enseignement représente l'enseignement effectif suivi d'une pause de 15 minutes au maximum.
- b. La formation est répartie d'après les aspects des contenus :
 - contenus de l'enseignement en médecine académique
 - contenus de l'enseignement en médecine empirique
 - stage respectivement expérience avec les patients
- c. Pour les deux premiers domaines, l'étendue des heures définie est indiquée pour chaque méthode enregistrable (v. la Liste des Méthodes RME) :
 - la colonne MA indique le nombre d'heures pour le domaine de la médecine académique
 - la colonne ME indique le nombre d'heures pour le domaine de la médecine empirique
- d. Le nombre d'heures exigé pour un stage ou l'expérience avec les patients est réglé dans l'alinéa 4.5 de ces Conditions d'Enregistrement.

4.2.1 Médecine académique

- a. Pour l'enregistrement au RME, le thérapeute doit fournir la preuve qu'il a accompli le nombre d'heures d'enseignement des contenus en médecine académique exigé pour la méthode requise (v. la Liste des Méthodes RME).
- b. Les thérapeutes, disposant d'une formation accomplie pour une profession réglementée dans le domaine de la santé, peuvent faire valider forfaitairement pour celle-ci un certain nombre d'heures pour le domaine de la médecine académique. L'Annexe 1 de la Liste des Méthodes RME indique pour quelles professions cette règle est applicable et quels nombres d'heures y sont respectivement imputables.
- c. L'orientation de la médecine académique doit être de nature générale et couvrir, dans une mesure appropriée, l'enseignement des matières suivantes, y compris les contenus d'enseignement :
 - anatomie et physiologie de l'être humain
 - pathologie générale
 - mesures d'urgence
 - anamnèse et rapport d'analyse
 - psychologie
 - communication
 - hygiène

4.2.2 Médecine empirique

Pour l'enregistrement au RME, le thérapeute doit fournir la preuve qu'il a accompli le nombre d'heures d'enseignement des contenus en médecine empirique exigé pour la méthode requise (v. la Liste des Méthodes RME). Sont pris en compte, les contenus de formation transmettant la compréhension thérapeutique professionnelle de la méthode.

4.3 Directives complémentaires

- a. Pour certaines méthodes, le RME peut adopter des Directives complémentaires fixant d'autres conditions d'enregistrement. Ces Directives sont applicables en plus des Conditions d'Enregistrement décrites ici.
- b. Les Directives complémentaires sont applicables pour les méthodes suivantes :
 - N° 22, Ayurvéda
 - N° 33, Massages thérapeutiques
 - N° 38, Thérapie de Biorésonance
 - N° 42, Thérapie Dorn
 - N° 43, Thérapie Dorn, qualification supplémentaire
 - N° 53, Thérapie craniosacrale
 - N° 57, Ayurvéda nutrition et massage
 - N° 58, Thérapie par le drame
 - N° 84, Orthonomie fonctionnelle et intégration (OFI), qualification supplémentaire
 - N° 97, Thérapie intermédiaire
 - N° 100, Kinésiologie
 - N° 114, Thérapie par la peinture
 - N° 115, Thérapie par la peinture, anthroposophique
 - N° 127, Musicothérapie
 - N° 128, Musicothérapie, anthroposophique
 - N° 131, Naturopathie MN (Médecine Naturelle)
 - N° 148, Modelage plastique thérapeutique, anthroposophique
 - N° 158, Thérapie de théâtre de marionnettes
 - N° 177, Art de la parole thérapeutique, anthroposophique
 - N° 183, Thérapie par la danse
 - N° 185, Médecine Traditionnelle Chinoise MTC
 - N° 215, Thérapie de développement et de l'apprentissage selon PâPKi pour les nourrissons et les jeunes enfants
 - N° 216, Thérapie de développement et de l'apprentissage selon PâPKi pour enfants d'âge préscolaire et scolaire
 - N° 240, Réflexothérapie

4.4 Formes d'enseignement et examen

- a. Comme formes d'enseignement, le RME accepte aussi bien les heures de présence accompagnées et contrôlées que l'étude en autonomie guidée. Pour chacune de ces formes d'enseignement, le nombre d'heures d'enseignement accompli doit être indiqué dans le justificatif de formation.
- b. L'étude en autonomie guidée implique qu'elle fasse partie intégrante de l'offre de formation et soit décrite et prouvée en détail au point de vue méthodique et didactique. La partie de l'étude

en autonomie guidée devrait être appropriée et ne peut comprendre au maximum que 50 pour cent de l'étendue totale de l'offre de formation en question.

- c. L'étude en autonomie indépendante et non guidée ne peut être prise en compte.
- d. La formation organisée et dispensée par le prestataire de formation doit être clôturée par la réussite à un examen.

4.5 Expérience avec les patients et stage

- a. Pour l'enregistrement au RME, le thérapeute doit confirmer qu'il dispose – au moment de la remise de la demande d'enregistrement – d'une expérience avec les patients et/ou qu'il a accompli un stage. Une étendue totalisant au moins 250 heures d'expérience avec les patients et/ou un stage est exigée. La répartition du nombre total d'heures sur l'expérience avec les patients et/ou sur un stage n'est pas définie.
- b. Par **expérience avec les patients**, le RME entend l'expérience pratique que le thérapeute a cumulée après avoir clôturé sa formation intégrale, conformément à l'alinéa 4.2 b. des CE. Le RME se réserve le droit de mener des enquêtes à ce sujet et d'exiger, comme preuve de l'expérience avec les patients, par exemple des procès-verbaux de séances et de traitement ou des confirmations de la part des personnes les accompagnant.
- c. Par **stage**, le RME entend le travail accompagné et ciblé d'un stagiaire dans la pratique professionnelle. Le stagiaire doit y acquérir, dans le cadre de sa formation, des expériences pratiques et des compétences pour sa future profession, respectivement dans l'application d'une méthode. Le stage doit remplir les critères suivants :
 - le stage fait partie intégrante de la formation
 - un concept de stage a été établi pour le stage en question
 - le lieu et l'étendue du stage doivent être mentionnés dans le justificatif de formation.

4.6 Formations accomplies à l'étranger

Tous les critères pour la formation mentionnés dans l'alinéa 4 sont également applicables pour les formations accomplies à l'étranger (v. aussi l'alinéa 3.7 CG).

4.7 Critères éliminatoires pour les formations

4.7.1 Ne sont pas acceptés les contenus d'enseignement et/ou les déclarations,

- a. pouvant mettre en danger la santé physique et/ou psychique des patients,
- b. qui ne sont pas vérifiables par le RME,
- c. qui déconseillent les traitements de la médecine académique,
- d. qui contiennent des promesses de guérison

4.7.2 Ne sont pas acceptées des formations de prestataires de formation, propageant des idéologies qui sont en contradiction avec le Code de Déontologie du RME.

4.8 Clarifications approfondies de documents

- a. Lorsqu'une demande d'enregistrement est accompagnée de documents émanant d'un prestataire de formation que le RME ne connaît pas ou d'une nouvelle offre de formation d'un prestataire de formation connu, le RME peut exiger une clarification. Cette procédure est effectuée en général par écrit et sert à clarifier l'identité, le profil et l'offre du prestataire de formation.
- b. Le prestataire de formation doit être en mesure, du point de vue organisationnel, personnel, professionnel, déontologique et du domaine de la formation d'adultes, de dispenser un enseignement aux apprenants axé sur les compétences.
- c. Pour une clarification, le RME peut demander des documents supplémentaires au thérapeute ou directement au prestataire de formation concerné. Le thérapeute est informé si le RME entreprend une procédure de clarification auprès de son prestataire de formation dans le cadre de sa demande d'enregistrement.

5. Code de Déontologie

Le RME n'enregistre les thérapeutes qu'à condition qu'ils aient accepté le Code de Déontologie du RME et qu'ils s'engagent à conserver et à respecter les valeurs et normes qui y sont décrites.

6. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le RME n'enregistre les thérapeutes qu'à condition qu'ils aient conclu une assurance de responsabilité civile professionnelle valide, garantissant une couverture appropriée pour leur activité thérapeutique. Par sa signature apposée sur sa demande d'enregistrement resp. lors de chaque contrôle de la formation continue et qualifiante, le thérapeute confirme qu'il a conclu une telle assurance.

L'emplacement du cabinet, le risque assuré et les autres personnes éventuellement assurées (par exemple des employés) doivent être mentionnés dans la police.

L'assurance de responsabilité civile professionnelle doit exister pendant toute la durée de l'enregistrement au RME.

7. Extrait du casier judiciaire

- a. Pour l'enregistrement au RME, le thérapeute doit présenter un extrait actuel du casier judiciaire suisse (destiné à des particuliers).
- b. Cet extrait doit être daté de moins de six mois et doit être joint à la demande d'enregistrement.

- c. Les thérapeutes domiciliés à l'étranger, ou ayant été domiciliés partiellement à l'étranger au cours des cinq ans précédant la remise de leur demande d'enregistrement, doivent en outre joindre à leur demande d'enregistrement un extrait comparable du casier judiciaire du pays en question.
- d. La seule autorisation de pratique cantonale (p.ex. pour les médecins, les pharmaciens ou les naturopathes ayant une approbation cantonale) – exigeant également un extrait du casier judiciaire – n'est pas suffisante.
- e. Lors du contrôle annuel de la formation continue et qualifiante, il est demandé au thérapeute de confirmer par sa signature que, pendant la dernière période d'enregistrement, aucune condamnation n'a été portée dans son casier judiciaire suisse ou dans des casiers judiciaires étrangers comparables.

8. Formation continue et qualifiante

Pour le renouvellement de l'enregistrement au RME une formation continue et qualifiante régulière est indispensable. Celle-ci sert à maintenir, à approfondir et à élargir les compétences professionnelles du thérapeute.

La formation continue et qualifiante est vérifiée une fois par an, lors du renouvellement de l'enregistrement du RME. Le contenu, l'étendue et tous les autres détails concernant la formation continue et qualifiante exigée sont indiqués dans le Règlement de la Formation Continue et Qualifiante du RME (RFCQ).

9. Entrée en vigueur

Ces Conditions d'Enregistrement entrent en vigueur le 1er janvier 2020.

Novembre 2019

Code de Déontologie RME

Le présent Code de Déontologie (CD) fait partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique RME.

Le Code de Déontologie RME résume les plus importantes valeurs et normes éthiques qui sont déterminantes pour les thérapeutes disposant d'un enregistrement RME.

1. Respect de la patiente en tant qu'individu

- a. La santé et le bien-être des patientes sont les objectifs principaux de l'activité thérapeutique.
- b. En tant que thérapeute, je respecte l'âge, le sexe, l'origine ethnique ou sociale, l'orientation sexuelle, la conviction sur le plan idéologique et l'atteinte psychique, mentale ou physique de mes patientes sans préjugés et je ne discrimine personne.
- c. Je respecte les droits et la dignité de mes patientes, notamment leur droit à l'autodétermination.
- d. En tant que thérapeute, j'ai une obligation de vigilance et de responsabilité particulière à l'égard des enfants, des adolescents et de toute autre personne non émancipée.

2. Professionnalisme dans la relation avec la patiente

- a. En tant que thérapeute, j'informe mes patientes des possibilités et des limites de mes méthodes de traitement ainsi que des risques et des effets secondaires éventuels. Je définis avec les patientes l'objectif du traitement et détermine un plan de traitement.
- b. Je réponds aux questions de mes patientes et ne les contraigns pas à effectuer un traitement.
- c. Avant le début du traitement, j'informe les patientes sur les coûts du traitement et je m'entretiens avec elles au sujet des prestations d'assurance, des garanties de prise en charge et des modalités de paiement.
- d. En tant que thérapeute, je suis conscient de la dépendance de mes patientes et du risque d'abus associé à ma position professionnelle. Je m'abstiens de toute forme de relations abusives pouvant résulter du rapport spécifique de dépendance thérapeutique et dépasser les objectifs du traitement. Dans le cas d'une trop grande proximité personnelle qui pourrait affecter mon jugement et mon objectivité, je confie le traitement à une collègue.

e. J'achève le traitement quand la patiente le souhaite ou quand les objectifs du traitement sont atteints ou quand les possibilités de mon traitement sont épuisées, même en présence d'une garantie de prise en charge pour des traitements supplémentaires.

f. En tant que thérapeute, je ne fais aucune promesse de guérison.

3. Collaboration interdisciplinaire

- a. Je respecte la médecine académique ainsi que d'autres méthodes de traitement en matière de médecine empirique et je suis prête à travailler en collaboration avec des personnes exerçant d'autres professions de la santé ou à orienter les patientes vers leurs services.
- b. En tant que thérapeute, je ne demande pas à mes patientes d'interrompre ou de ne pas commencer un traitement médical sans entretien préalable avec leur médecin.
- c. Je respecte les diagnostics médicaux établis et je les associe au traitement.

4. Réflexion critique sur les compétences professionnelles

- a. En tant que thérapeute, je n'emploie pas de méthodes de traitement pour lesquelles je ne suis pas qualifié ou que je ne maîtrise pas de manière incontestable.
- b. Je connais mes points forts et mes points faibles et les limites de mes qualifications professionnelles et compétences personnelles. Si les troubles ne s'améliorent pas ou s'il y a soupçon de maladie grave, je recommande à mes patientes de recourir à la médecine académique.
- c. J'exerce l'activité thérapeutique en mon âme et conscience. Je préserve et développe mes propres connaissances et compétences en accomplissant régulièrement une formation continue et qualifiante.
- d. Je ne suggère aux patientes d'aucune façon que je possède un niveau de formation ou de reconnaissance plus élevé que celui réellement obtenu.

5. Secret professionnel, protection des données et obligation d'information / fichier patient

- a. En tant que thérapeute, je préserve le secret professionnel concernant tous les intérêts de mes patientes.

- b. Je m'assure que toutes les données de mes patientes sont protégées contre tout accès non autorisé.
- c. Je tiens un fichier patient complet en fonction du traitement et, si elle le souhaite, je permets à la patiente de consulter cette documentation. Ce droit de regard subsiste aussi après la fin du traitement.
- d. Je ne donne à un tiers un droit de regard dans le fichier patient qu'avec le consentement exprès de la patiente. Si je suis tenu par des dispositions légales de fournir des renseignements, j'en informe au préalable la patiente.
- e. La levée du secret professionnel est uniquement possible à condition qu'une autorisation écrite de la patiente ou de sa représentante légale soit remise ou en cas de circonstances spécialement dangereuses pour la santé justifiant explicitement la levée pour le bien-être de la patiente.

6. Facturation

- a. Pour les traitements effectués, j'établis une facture détaillée et transparente. La facture indique non seulement la date et la durée du traitement, mais aussi le genre de traitement (désignation exacte de la méthode/du traitement).
- b. En utilisant l'enregistrement RME, je facture uniquement des traitements qui font partie de la compréhension thérapeutique professionnelle de la méthode ou de la qualification professionnelle. Je mentionne séparément et identifie clairement comme tels toutes autres types de prestations dans la facture.
- c. Je ne facture essentiellement que les traitements que j'ai moi-même effectués. J'indique les traitements fournis par des tiers (p. ex. employées, partenaires du cabinet thérapeutique) en tant que tels et j'établis pour celles-ci une facture séparée.
- d. Lorsque je traite des proches tels que parents, enfants ou frères et soeurs, je les informe clairement qu'ils doivent demander à leur assureur, avant le traitement, une garantie de prise en charge des coûts.

7. Observation des dispositions légales

- a. Je dispose à tout moment de tous les agréments et autorisations nécessaires à mon activité thérapeutique.
- b. J'observe le droit applicable à mon activité. Je clarifie immédiatement toute incertitude éventuelle auprès des autorités compétentes en la matière.

8. Entrée en vigueur

Ce Code de Déontologie entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Novembre 2019

Règlement de la Formation Continue et Qualifiante du RME

1. Explications préliminaires	1
2. Justification	1
3. Étendue	1
4. Contenu	1
5. Formes d'enseignement	2
6. Dispense	2
7. Renouvellement et non-renouvellement de l'enregistrement	2
8. Entrée en vigueur	2

Le présent Règlement de la Formation Continue et Qualifiante (RFCQ) fait partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique (RME).

Ce RFCQ fixe les conditions minimales qui, pour le renouvellement de l'enregistrement RME, doivent être remplies lors du contrôle annuel de la formation continue et qualifiante.

1. Explications préliminaires

L'enregistrement du RME est valable à chaque fois une année. Les thérapeutes¹ désirant renouveler leur enregistrement après l'échéance de la période d'enregistrement d'une année doivent justifier avoir accompli les formations continues et qualifiantes requises et remplir toutes les conditions du Règlement RME. La formation continue et qualifiante régulière sert à maintenir, à approfondir et à élargir les compétences professionnelles du thérapeute.

2. Justification

- a. La requête pour la justification de la formation continue et qualifiante sera automatiquement et en temps voulu adressée au thérapeute avant l'échéance de la période d'enregistrement.
- b. Les justificatifs de la formation continue et qualifiante remis doivent obligatoirement indiquer les données suivantes :
 - nom et prénom du thérapeute
 - nom du ou des référant(s)
 - titre et contenus de l'offre de formation
 - nombre d'heures d'enseignement
 - date du cours
 - organisateur responsable, y compris adresse de contact
 - date d'émission
 - signature de l'organisateur ou du référant
- c. Les justificatifs remis doivent être compréhensibles et corrects.
- d. Les documents établis par le thérapeute lui-même ne sont pas acceptés.

3. Étendue

- a. Par période d'enregistrement, le thérapeute doit justifier 20 heures d'enseignement de formation continue et qualifiante.
- b. Si le thérapeute accomplit, pendant une période d'enregistrement, un nombre d'heures de formation continue et qualifiante supérieur à celui requis selon l'alinéa 3. a., les heures excédentaires pouvant être prises en compte seront reportées sur la prochaine période d'enregistrement. Un report sur des périodes d'enregistrement suivantes n'est pas possible.

- c. Si le thérapeute accomplit, pendant une période d'enregistrement, un nombre d'heures de formation continue et qualifiante inférieur à celui requis, toutes les heures non accomplies devront être rattrapées pendant la période d'enregistrement suivante – et cela, en plus des heures de formation continue et qualifiante exigées dans cette même période d'enregistrement. Un rattrapage des heures manquantes à l'occasion de périodes d'enregistrement ultérieures à la période suivante n'est pas possible.

4. Contenu

- 4.1 Pour la formation continue et qualifiante, le RME accepte uniquement des offres de formation servant au maintien, à l'amélioration et au développement des compétences professionnelles thérapeutiques. Les offres de formation peuvent se référer :
 - à la compétence spécialisée à la médecine empirique (selon la Liste des Méthodes RME)
 - à des compétences professionnelles générales
 - au domaine de la médecine académique
- 4.2 Ne sont pas acceptées comme offres de formation continue et qualifiante avec des contenus et/ou les déclarations :
 - a. pouvant mettre en danger la santé physique et/ou psychique des patients
 - b. étant invérifiables pour le RME
 - c. déconseillant les traitements de la médecine académique
 - d. contenant des promesses de guérison
 - e. se basant sur des expériences personnelles ou d'auto-applications qui ne reflètent pas l'orientation professionnelle
 - f. discriminatoires ou ne respectant pas les dispositions légales
 - g. ignorant le droit d'autodétermination du patient.
- 4.3 Le RME accepte uniquement les formations continues et qualifiantes des prestataires de formation qui sont en mesure de dispenser aux participants des formations continues et qualifiantes correctes au point de vue organisationnel, personnel, professionnel, de la formation d'adultes et déontologique. Les formations continues et qualifiantes de prestataires de formation propageant des idéologies qui ne respectent pas le Code de Déontologie du RME ne sont pas acceptées par le RME.

¹ Si les désignations de personnes sont uniquement utilisées au masculin dans le texte suivant, le genre opposé est respectivement inclus.

4.4 Sur demande, le thérapeute doit mettre à la disposition du RME des documents supplémentaires concernant les formations continues et qualifiantes. Ces documents doivent être complets et cohérents en soi ainsi qu'entre eux, afin que l'offre de formation puisse être largement vérifiable.

5. Formes d'enseignement

- a. Dans le cadre de la formation continue et qualifiante, le RME accepte les formes d'enseignement suivantes :
 - le temps de présence accompagné et contrôlé
 - l'étude en autonomie guidée
- b. Pour l'étude en autonomie guidée, les conditions suivantes doivent être remplies : elle doit faire partie intégrante de l'offre de formation, être décrite en détail tant au point de vue méthodique et didactique et être prouvée. La partie de l'étude en autonomie guidée devrait être appropriée et ne peut comprendre au maximum que 50 pour cent de l'étendue totale de l'offre de formation en question.
- c. Le RME accepte les formes d'enseignement et d'apprentissage digitales à condition que les critères suivants soient pleinement remplis :
 - le concept de formation est compréhensible et fondé quant à son niveau didactique.
 - Une orientation groupes cibles est visiblement reconnaissable et le choix des éléments digitaux correspond au groupe cible.
 - Le traitement actif des contenus d'enseignement par les participants, par exemple sous la forme de tâches et de missions, est distinctement prouvé.
 - Le processus d'enseignement est guidé, voire documenté de manière appropriée.
 - Afin que le RME puisse vérifier l'offre de formation digitale le prestataire doit accorder au RME l'accès électronique à l'unité didactique.
- d. Pour chacune de ces formes d'enseignement, le nombre d'heures d'enseignement accomplies (à 60 minutes) doit être indiqué sur le certificat. Une heure d'enseignement représente l'enseignement effectif suivi d'une pause de 15 minutes au maximum.
- e. L'étude en autodidacte indépendant n'est pas comptabilisable.

6. Dispense

- a. Lorsque d'importantes raisons ou des cas de force majeure, comme par exemple une incapacité de travail durant longtemps suite à une maladie ou à un accident, ou en raison d'une grossesse, voire d'une naissance, le thérapeute peut être dispensé du devoir de formation continue et qualifiante pour une durée maximale de douze mois. Un droit à une dispense n'existe pas.

- b. Pour être dispensé du devoir de formation continue et qualifiante, le thérapeute doit exposer, par écrit, les raisons de la dispense souhaitée et joindre à sa lettre les justificatifs respectifs. En cas de demande de validation d'une incapacité de travail, un certificat médical, d'où ressort du moins la durée et le degré d'incapacité de travail, ou un acte de naissance doit être joint à la demande de dispense.

- c. La demande de dispense du devoir de formation continue et qualifiante doit être remise au RME au plus tard lors du contrôle de la formation continue et qualifiante qui sera effectué immédiatement après la raison de la dispense. Les demandes remises ultérieurement ne sont pas prises en considération.
- d. Le Règlement RME alors actuel reste toujours applicable, même pour les thérapeutes dispensés du devoir de formation continue et qualifiante.

7. Renouvellement et non-renouvellement de l'enregistrement

- a. L'enregistrement du RME d'un thérapeute est renouvelé pour un an, s'il a remis la justification de sa formation continue et qualifiante dans le délai imparti et conformément à ce RFCQ, et s'il continue de remplir toutes les conditions du Règlement RME.
- b. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'enregistrement RME n'est pas renouvelé. Par conséquent, le RME supprime le nom du thérapeute sur la Liste des thérapeutes RME.
- c. Lorsque l'enregistrement du RME n'est pas renouvelé lors du contrôle de la formation continue et qualifiante, le thérapeute peut se faire enregistrer à nouveau pour les mêmes méthodes/qualifications professionnelles (une réactivation selon l'alinéa 3.11 des CG ou l'enregistrement pour d'autres méthodes/qualifications professionnelles reste sous réserve), au plus tôt 12 mois après l'échéance de la dernière période d'enregistrement (date finale figurant dans la lettre relative au non-renouvellement).

8. Entrée en vigueur

Ce Règlement de la Formation Continue et Qualifiante entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Novembre 2019

Règlement des Taxes du RME

Le présent Règlement des Taxes (RT) fait partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique RME.

Le RME facture les taxes au thérapeute. Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

Toutes les taxes sont indiquées en CHF et s'entendent T.V.A. comprise.

1. Examen et traitement des demandes

1.1 Premières demandes d'enregistrement

Taxe de base pour la première demande d'enregistrement	CHF	362.—
Taxe supplémentaire par méthode individuelle	CHF	179.50
Taxe supplémentaire par groupe de méthodes (y compris subméthode/s obligatoire/safférente/s) ¹	CHF	289.20
Taxe supplémentaire par qualification professionnelle selon la Section B de la Liste des Méthodes RME	CHF	59.85

Exemple 1:

Vous souhaitez enregistrer le groupe de méthodes MTC (p.ex. avec les subméthodes Acupuncture et Moxa / Moxibustion) et la méthode individuelle Thérapie selon Kneipp / Hydrothérapie:

Taxe de base pour la première demande d'enregistrement	CHF	362.—
plus un groupe de méthodes	CHF	289.20
plus une méthode individuelle	CHF	179.50
Total	CHF	830.70

Exemple 2:

Vous souhaitez enregistrer la qualification professionnelle reconnue par l'État, Ostéopathe avec MSc HES en Ostéopathie / diplôme CDS:

Taxe de base pour la première demande d'enregistrement	CHF	362.—
plus une qualification professionnelle selon la Section B de la Liste des Méthodes RME	CHF	59.85
Total	CHF	421.85

1.2 Demandes de thérapeutes déjà enregistrés

Taxe par méthode individuelle supplémentaire	CHF	179.50
Taxe par groupe de méthodes supplémentaire ¹	CHF	289.20
Taxe par qualification professionnelle supplémentaire selon la Section B de la Liste des Méthodes RME	CHF	59.85

Exemple:

Vous êtes déjà enregistré au RME pour la méthode Homéopathie et vous souhaitez en plus vous enregistrer pour la qualification professionnelle Naturopathe avec diplôme fédéral en Homéopathie:

Enregistrement d'une qualification professionnelle supplémentaire selon la Section B de la Liste des Méthodes RME	CHF	59.85
Total	CHF	59.85

1.3 Demandes pour le renouvellement annuel de l'enregistrement

(contrôle de la formation continue et qualifiante inclu)	CHF	332.10
--	-----	--------

Exemple:

Vous êtes enregistré pour les méthodes Technique Alexander, Thérapie par la respiration ainsi que pour le groupe de méthodes Naturopathie, Médecine Naturelle MN et vous souhaitez renouveler votre label de qualité RME à la fin de votre période d'enregistrement:

Renouvellement annuel de l'enregistrement (contrôle de la formation continue et qualifiante inclu)	CHF	332.10
Total	CHF	332.10

1.4 Demandes de réactivation de l'enregistrement

	CHF	99.70
--	-----	-------

2. Procédure de recours

Remise d'un recours	CHF	997.—
---------------------	-----	-------

3. Entrée en vigueur

Ce Règlement des Taxes entre en vigueur le 1er janvier 2020.

Novembre 2019

¹ En outre, veuillez observer les Directives complémentaires pour les groupes de méthodes N° 22, Ayurvêda, N° 131, Naturopathie, Médecine Naturelle MN (naturopathe), et N° 185, Médecine Traditionnelle Chinoise MTC. Les détails des taxes applicables en plus de ce Règlement des Taxes y sont réglés. Les Directives peuvent être consultées sur le site Internet RME www.rme.ch.

Règlement de Recours du RME

1. Généralités

Le présent Règlement de Recours (RR) fait partie intégrante des Conditions Générales (CG) du Registre de Médecine Empirique (RME).

La relation entre le thérapeute et le RME relève du droit privé. Le RME met librement à la disposition du thérapeute une procédure interne, pour l'examen d'une décision. La procédure de recours selon ce Règlement de Recours ne consiste donc pas en une procédure d'arbitrage excluant une procédure devant les tribunaux publics. Par la procédure de recours selon ce Règlement de Recours, la possibilité est donnée au thérapeute de faire examiner, par une commission spécialisée, une décision de refus prise par le RME.

2. Domaine d'application

La procédure de recours est facultative. Si un thérapeute décide d'engager une procédure de recours, le présent Règlement de Recours règle cette procédure devant l'instance de recours.

3. Recours

Le thérapeute peut déposer un recours en exposant les raisons, par écrit, contre une décision du RME. Si un recours concerne l'enregistrement d'une autre méthode/qualification professionnelle ou le renouvellement d'un enregistrement, les décisions prises antérieurement par le RME ne pourront plus être remises en question dans ce recours.

4. Instance de recours

L'instance de recours est la Task Force du RME. Pour le traitement du recours, l'instance de recours peut former un comité d'au moins trois personnes.

5. Délai de recours / contenu de la demande de recours

Le thérapeute doit remettre au RME la demande de recours, exposant par écrit les raisons de ce recours et rédigée en français ou en allemand, dans les 30 jours après avoir reçu la décision du RME. Le délai de recours ne peut pas être prolongé.

La demande de recours doit contenir une requête formulant clairement les motifs invoqués, une explication des faits et les preuves à l'appui, ainsi que la signature du thérapeute ou de son représentant mandaté par écrit. L'instance de recours renvoie toute demande de recours peu claire, incomplète, irrespectueuse ou inconvenante et accorde au thérapeute un unique sursis de 15 jours pour l'amélioration de

la demande de recours. L'avis de sursis stipule que le recours ne sera pas ouvert, si le thérapeute laisse écouler ce délai sans apporter les améliorations demandées.

6. Nouvelles requêtes et faits nouveaux

Le thérapeute peut certes restreindre ses requêtes présentées lors de la demande d'enregistrement ou de renouvellement au RME, mais il ne peut ni les étendre, ni en modifier le contenu. Le thérapeute peut déposer de nouveaux arguments et éléments de preuve jusqu'au moment du traitement par l'instance de recours.

7. Procédure / éléments de preuve

Le RME se tient à la disposition de l'instance de recours pour les travaux de secrétariat et d'administration générale. Le RME se charge, pour le compte de l'instance de recours, de toute correspondance relative à la procédure de recours.

Le RME ne dispose d'aucun droit de vote au sein de l'instance de recours.

En règle générale, l'instance de recours prend ses décisions uniquement sur la base des actes déposés. La décision requérant l'obtention d'éléments de preuve supplémentaires est laissée à la libre appréciation de l'instance de recours. Il n'existe aucun droit d'accès aux documents.

8. Effet suspensif

Le délai de recours et le dépôt du recours ont un effet suspensif. Par sa décision, le RME peut retirer l'effet suspensif totalement ou partiellement, lorsque d'importantes raisons l'exigent. Le même droit revient à l'instance de recours pendant la procédure de recours.

Sont considérées comme raisons importantes, en particulier :

- l'irrecevabilité et l'inutilité évidentes d'un recours ;
- l'intérêt public qui ne peut être préservé que par le non-enregistrement d'un thérapeute resp. le non-renouvellement immédiat ou le retrait d'un enregistrement.

Le traitement du recours sera poursuivi – même si l'effet suspensif est retiré – conformément au Règlement de Recours.

L'effet suspensif ne dispense pas le thérapeute, même pendant la procédure de recours, d'accomplir la formation continue et qualifiante exigée conformément au Règlement de la Formation Continue et Qualifiante, d'en remettre la justification et de régler les taxes correspondantes.

9. Décision et notification de la décision

L'instance de recours examine exclusivement si la demande du thérapeute remplit les conditions du Règlement RME. Pour l'instance de recours, les faits constatés à la date où le thérapeute a déposé sa demande sont déterminants. Les faits survenus après cette date (p. ex. formations achevées a posteriori, etc.) ne sont pas retenus par l'instance de recours.

Les décisions de l'instance de recours sont prises avec une majorité simple.

Lorsque l'instance de recours reconnaît le bien-fondé d'un recours, elle recommande au RME d'enregistrer le thérapeute pour une ou plusieurs méthodes/qualifications professionnelles, de renouveler l'enregistrement ou de renoncer au retrait de l'enregistrement. Le RME suit cette recommandation, à condition qu'elle soit compatible avec les intérêts du RME.

La décision de refus de l'instance de recours ou de la recommandation de l'instance de recours au RME, rédigée en langue allemande, est communiquée au thérapeute par courrier recommandé.

10. Taxes de recours et frais de procédure

Les taxes de recours sont fixées par le Règlement des Taxes en vigueur. Dès réception de la demande de recours, l'instance de recours exige du thérapeute le paiement des taxes dans un délai imparti. En cas de non-paiement des taxes dans le délai imparti, le recours est considéré comme retiré.

Les taxes de recours, selon le Règlement des Taxes, sont remboursées uniquement si l'instance de recours reconnaît le bien-fondé du recours et constate dans sa recommandation au RME que le RME a commis une erreur d'évaluation, ou bien si le RME ne se conforme pas à la recommandation de l'instance de recours. En aucun cas, le RME ne prend à sa charge des frais (indemnisation des parties, pertes de gains etc.) encourus par le thérapeute dans le cadre d'une procédure de recours.

11. For juridique

Pour tout litige en rapport avec ce Règlement de Recours, sont seuls compétents les tribunaux administratifs du Canton de Bâle-Ville.

12. Entrée en vigueur

Ce Règlement de Recours, entrant en vigueur le 1er janvier 2020, est valable pour tous les recours déposés après cette date.

Novembre 2019